

Éléments d'intervention de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le changement climatique, à Saint-Petersbourg le 16 juillet 2006.

Nous ne pouvons pas discuter de sécurité énergétique en faisant l'impasse sur le changement climatique. L'humanité danse sur un volcan.

Les prévisions sont accablantes : au rythme actuel, la consommation mondiale d'énergie va augmenter de moitié d'ici 2030. Le charbon, le pétrole et le gaz représenteront 80% de cet accroissement.

Les scientifiques sont unanimes: le réchauffement climatique s'accélère, au risque de franchir un point de non-retour.

Partout sur notre planète s'allument des signaux d'alerte : la canicule de 2003 en Europe et ses dizaines de milliers de morts et l'augmentation de la fréquence et de la violence des ouragans dans l'Atlantique Nord et la fonte rapide des glaces permanentes, qui perturbe déjà profondément les écosystèmes et la vie des populations de l'Arctique et la multiplication des inondations et des sécheresses exceptionnelles en Afrique, en Inde et en Chine et la montée du niveau des océans qui commence à menacer les îles du Pacifique et touchera demain nos côtes, comme en Floride et en Louisiane.

Ces phénomènes sont les signes avant-coureurs de plus grands désastres qui entraîneront des millions de réfugiés du climat.

Il est de notre devoir d'agir, devant nos concitoyens, devant l'humanité, devant les générations futures qui risquent de payer au prix fort l'attentisme de quelques-uns.

Agir en nous attaquant fermement aux gaspillages. Tous nos pays doivent se fixer d'ici la fin de l'année des objectifs d'efficacité énergétique.

Agir pour entrer dans l'ère de l'après pétrole, en investissant massivement dans les énergies renouvelables et alternatives, y compris un nucléaire propre et sûr, et dans la recherche sur les technologies propres, comme le captage du CO₂.

Agir en aidant les pays en développement à concevoir un modèle de croissance écologiquement responsable, par une politique ambitieuse de transfert de technologies.

Mais nous ne réglerons pas cette question par de simples initiatives volontaires ou sectorielles. Ce défi global appelle une réponse mondiale.

Kyoto n'est qu'une première étape. Je regrette que les États-Unis n'y participent pas. Mais tous les autres doivent tenir leurs engagements. Si nous n'avons pas le courage nécessaire pour atteindre ces premiers objectifs, modestes, comment espérer relever le défi bien plus grand qui est devant nous ? Face à l'enjeu, nous devons nous retrouver dans des discussions constructives sur le régime international de lutte contre le changement climatique après 2012. Notre objectif doit être un accord ambitieux qui nous engage tous, avec les pays émergents, sur des objectifs à la mesure de la menace qui pèse sur l'humanité.